



# Assemblée générale

Distr. générale  
12 décembre 2017

**Soixante-douzième session**  
Point 99 v) de l'ordre du jour

## **Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 2017**

[sur la base du rapport de la Première Commission (A/72/409)]

### **72/56. Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 60/66 du 8 décembre 2005, 61/75 du 6 décembre 2006, 62/43 du 5 décembre 2007, 63/68 du 2 décembre 2008, 64/49 du 2 décembre 2009, 65/68 du 8 décembre 2010, 68/50 du 5 décembre 2013, 69/38 du 2 décembre 2014, 70/53 du 7 décembre 2015, 71/42 du 5 décembre 2016 et 71/90 du 6 décembre 2016, ainsi que sa décision 66/517 du 2 décembre 2011,

*Rappelant également* le rapport du 15 octobre 1993 que le Secrétaire général lui a présenté à sa quarante-huitième session, en annexe duquel figure une étude réalisée par des experts gouvernementaux sur l'application de mesures de confiance dans l'espace<sup>1</sup>,

*Réaffirmant* que tous les États ont le droit d'explorer et d'utiliser l'espace conformément au droit international,

*Réaffirmant également* qu'il est dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales d'empêcher une course aux armements dans l'espace, condition essentielle pour promouvoir et renforcer la coopération internationale dans les domaines de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques,

*Rappelant*, à cet égard, ses résolutions 45/55 B du 4 décembre 1990 et 48/74 B du 16 décembre 1993, dans lesquelles elle a notamment reconnu la nécessité d'une plus grande transparence et réaffirmé l'importance des mesures de confiance pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace,

<sup>1</sup> A/48/305 et A/48/305/Corr.1.



*Prenant note* des débats constructifs de la Conférence du désarmement sur cette question et des vues exprimées par les États Membres,

*Notant* qu'à la Conférence du désarmement, la Chine et la Fédération de Russie ont présenté un projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux<sup>2</sup>, dont le texte actualisé a été déposé en 2014<sup>3</sup>,

*Notant également* que, depuis 2004, plusieurs États<sup>4</sup> se sont engagés à ne pas être les premiers à déployer des armes dans l'espace,

*Notant avec satisfaction* que la Chine, les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie ont proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la Commission du désarmement une question additionnelle ayant trait à l'application des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales aux fins de la prévention d'une course aux armements dans l'espace,

*Notant* que l'Union européenne a présenté un projet de code de conduite international non contraignant pour les activités menées dans l'espace,

*Consciente* du travail accompli par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, son Sous-Comité scientifique et technique et son Sous-Comité juridique, qui contribue notablement à la promotion de la viabilité à long terme des activités spatiales,

*Notant* la contribution des États Membres qui ont présenté au Secrétaire général des propositions concrètes concernant des mesures internationales de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, en application du paragraphe 1 de la résolution 61/75, du paragraphe 2 de la résolution 62/43, du paragraphe 2 de la résolution 63/68 et du paragraphe 2 de la résolution 64/49,

*Se félicitant* des travaux menés en 2012 et en 2013 par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, qui a été constitué par le Secrétaire général suivant le principe d'une répartition géographique équitable pour réaliser une étude sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales,

*Prenant note* de l'examen que le Comité a fait du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux<sup>5</sup>, ainsi que des observations sur les moyens d'appliquer concrètement les recommandations qui y sont formulées, comme cela est indiqué dans le rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-huitième session, tenue en 2015<sup>6</sup>, d'où il ressort que le Comité a un rôle fondamental à jouer pour ce qui est d'améliorer la transparence et de renforcer la confiance entre les États et de faire en sorte que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques,

*Notant* que, dans son rapport, le Groupe d'experts gouvernementaux a reconnu l'intérêt des travaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique dans le cadre de l'élaboration d'un ensemble de directives volontaires non juridiquement contraignantes visant à améliorer la viabilité à long terme des activités spatiales, soit qu'elles constituent potentiellement des mesures de transparence et de confiance, soit qu'elles améliorent la sûreté des activités

---

<sup>2</sup> Voir CD/1839.

<sup>3</sup> Voir CD/1985.

<sup>4</sup> Argentine, Arménie, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Cuba, Équateur, Fédération de Russie, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Nicaragua, Sri Lanka, Tadjikistan, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du) et Viet Nam.

<sup>5</sup> A/68/189.

<sup>6</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dixième session, Supplément n° 20* (A/70/20).

spatiales et offrent en conséquence l'assise technique nécessaire à l'application de nouvelles mesures de transparence et de confiance,

*Prenant note* du rapport spécial de la Réunion interorganisations sur les activités spatiales ayant trait à la mise en œuvre du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, tel que transmis au Comité à sa cinquante-neuvième session, en 2016<sup>7</sup>, et des recommandations qu'il contient,

*Accueillant avec satisfaction* la résolution 186 que l'Union internationale des télécommunications a adoptée le 7 novembre 2014, dans le cadre de la Conférence de plénipotentiaires qu'elle a tenue à Busan (République de Corée) du 20 octobre au 7 novembre 2014, sur le renforcement de son propre rôle en ce qui concerne les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales,

1. *Souligne* l'importance du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales<sup>5</sup>, qu'elle a examiné le 5 décembre 2013 ;

2. *Encourage* les États Membres qui le souhaitent à continuer d'examiner et de mettre en œuvre, dans toute la mesure possible et compte tenu de leurs intérêts nationaux, les mesures de transparence et de confiance proposées dans ce rapport, dans le cadre de mécanismes nationaux adaptés ;

3. *Encourage également* les États Membres à avoir, conformément aux recommandations figurant dans le rapport, des échanges de vues réguliers dans le cadre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, de la Commission du désarmement et de la Conférence du désarmement, sur les perspectives de l'application des mesures de transparence et de confiance, le but étant de la promouvoir ;

4. *Prie* les entités et les organismes compétents des Nations Unies auxquels le rapport a été distribué, en application de sa résolution 68/50, de contribuer à la mise en œuvre concrète des conclusions et recommandations qui y figurent, selon qu'il conviendra ;

5. *Engage* les entités et les organismes compétents des Nations Unies à coordonner, si nécessaire, les activités qu'ils mènent sur des questions relatives aux recommandations figurant dans le rapport ;

6. *Se félicite* que les Première et Quatrième Commissions se soient réunies, le 22 octobre 2015 puis le 12 octobre 2017, pour une séance spéciale conjointe, comme le préconisaient ses résolutions 69/38 et 71/90, et le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux, afin d'examiner les obstacles éventuels à la sécurité et à la viabilité des activités spatiales, et qu'elles aient eu à cette occasion des échanges de vues constructifs sur divers aspects de la sécurité dans l'espace ;

7. *Invite* les États Membres et les entités et organismes compétents des Nations Unies à apporter leur concours à l'application de toutes les conclusions et recommandations figurant dans le rapport ;

8. *Prend acte* du rapport que lui a présenté le Secrétaire général sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, dans le cadre du système des Nations Unies, qui contient des résumés des communications dans lesquelles les États Membres ont exposé leurs vues sur ces mesures<sup>8</sup> ;

<sup>7</sup> A/AC.105/1116.

<sup>8</sup> A/72/65 et A/72/65/Add.1.

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-treizième session, au titre de la question intitulée « Désarmement général et complet », la question subsidiaire intitulée « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ».

*62<sup>e</sup> séance plénière  
4 décembre 2017*